

Arrêté n° 461/2023/DREAL/UD88 du 24 AVR. 2023
**mettant en demeure la société NORSKE SKOG GOLBEY (NSG) de cesser de faire éliminer ses
résidus d'épuration de fumées par une valorisation en techniques routières**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code de l'environnement et, plus particulièrement, ses livres II et V ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1590/2006 du 28 juin 2006 modifié autorisant la société NORSKE SKOG GOLBEY à modifier ses installations et à augmenter la production de papier de son site implanté sur le territoire de la commune de GOLBEY ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 06 février 2023 ;
- Vu le guide du Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA) « *Acceptabilité de matériaux alternatifs en technique routière* » de mars 2011 (version en vigueur) ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à la société NORSKE SKOG GOLBEY le 06 février 2023 ;
- Vu les observations émises par la société NORSKE SKOG GOLBEY en date du 22 février 2023 ;

Considérant que l'article L.541-1 du code de l'environnement prévoit que l'exploitant " 3° S' « *assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;* " ;

Considérant que les analyses menées sur les résidus d'épuration des fumées de NSG indiquent que ces derniers ne satisfont pas aux exigences requises pour valider la caractérisation environnementale de niveau 1 décrite par le guide du SETRA susvisé et ce, notamment en raison de la teneur en plomb des lixiviats ;

Considérant que les critères fixés par le guide SETRA susvisé permettent de justifier de l'absence d'impact sur l'environnement en étant fondés sur des hypothèses et scénarios dans le champ d'application « *Acceptabilité de matériaux alternatifs en technique routière* », correspondant à celui auquel la société NSG destine les résidus d'épuration de ses fumées ;

Considérant que l'exploitant n'a pas justifié d'une autre méthodologie garantissant l'absence d'impact sur l'environnement ;

Considérant que, en conséquence, la mise en œuvre des résidus d'épuration des fumées de NSG en technique routière est susceptible de générer des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'emploi en technique routière des résidus d'épuration des fumées de NSG ne répond pas aux prescriptions de l'article 5.2.2 de l'arrêté 1590/2006 susvisé qui stipule que : « *l'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits, dans*

des installations autorisées au titre du Code de l'Environnement ou dans des conditions conformes aux dispositions du même Code » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - La société NORSKE SKOG GOLBEY, dont le siège social est situé route Jean-Charles Pellerin – 88 194 GOLBEY, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions de l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 1590/2006 du 28 juin 2006.

A cette fin, l'exploitant doit :

- faire cesser, sans délais, tout emploi de ses résidus d'épuration de fumées comme matériau routier ;
- s'assurer de l'élimination de ses résidus d'épuration de fumées dans des installations appropriées et autorisées au titre du Code de l'environnement, ou s'assurer de la valorisation de ces résidus en compatibilité avec les dispositions du Code de l'environnement, sous un délai de 6 mois.

Article 2 - Sous un délai de 6 mois, la société NORSKE SKOG GOLBEY informera la Préfète des Vosges et l'inspection des installations classées des moyens retenus pour éliminer ou faire éliminer ses résidus d'épuration de fumées.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais fixés à compter de la signature du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société NORSKE SKOG GOLBEY, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Golbey.

Fait à Épinal, le 24 AVR. 2023

La Préfète,

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R. 181-50 du code de l'environnement.